ASSEMBLÉE NATIONALE
1er juillet 2015

DIALOGUE SOCIAL ET EMPLOI - (N° 2913)

Adopté

AMENDEMENT

N° AS7

présenté par
M. Sirugue, rapporteur

ARTICLE 11

À la première phrase de l'alinéa 6, après la première occurrence du mot :

« ou »,

insérer les mots :

« , en l'absence de délégué syndical, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Retour au texte de l'Assemblée nationale.

Le Sénat a souhaité établir une alternative stricte entre l'accord d'entreprise et l'accord direct entre l'employeur et le comité pour fixer les délais dans lesquels les avis du CHSCT sont rendus.

Le projet de loi initial donnait la priorité à l'accord d'entreprise, et n'envisageait la possibilité de procéder par voie d'accord direct que dans les entreprises dépourvues de délégué syndical.

La valorisation du rôle des délégués syndicaux, qui est un objectif majeur du texte, doit être poursuivie : c'est pourquoi il est proposé de revenir à la rédaction votée par l'Assemblée nationale sur ce point.